

Le 24 janvier 2012 Guerre mondiale contre démocratie



La guerre mondiale contre la démocratie

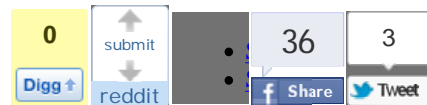
par John Pilger



Mondialisation.ca, Le 22 janvier 2012

Envoyer cet article à un(e) ami(e)

Imprimer cet article



Lisette Talate est décédée l'autre jour. Je me rappelle d'une fine femme à l'intelligence aiguisée qui masquait sa peine avec une détermination qui était une présence en elle-même. Elle était la personnification de la résistance des peuples à la guerre contre la démocratie. Je l'ai d'abord entr'aperçu dans un film du bureau des colonies datant des années 1950, à propos des gens des îles Chagos, une petite nation créole vivant à mi-chemin entre l'Afrique et l'Asie dans l'Océan Indien. La caméra se déplaçait dans des villages fourmillant, une église, une école, un hôpital, construits dans un endroit phénoménal de beauté naturelle et de paix. Lisette se rappelle du producteur du film lui disant à elle et ses amies adolescentes: "Continuez à sourire les filles !"

Assise dans sa cuisine de l'île Maurice plusieurs années plus tard, elle dit: "On n'avait pas besoin de me demander de sourire. J'étais une enfant heureuse, parce que mes racines descendaient profondément dans ces îles, mon paradis. Mon arrière grand-mère était née là-bas, j'ai fait 6 enfants là-bas. Voilà pourquoi ils ne pouvaient pas nous jeter légalement en dehors de nos maisons; ils devaient nous terrifier pour que nous partions ou nous forcer à partir. Au début, ils ont essayé de nous affamer. Les vaisseaux de ravitaillement cessèrent de venir, ensuite ils ont répandu les rumeurs que nous serions bombardés, puis ils se sont retournés contre nos chiens."

Au début des années 1960, le gouvernement travailliste (NdT: les "socialistes" britanniques) d'Harold Wilson acquiesça secrètement à une demande de Washington pour que l'archipel des Chagos, une colonie britannique, soit "nettoyée" et "aseptisée" de ses 2 500 habitants afin qu'une base militaire puisse être construite sur l'île principale de l'archipel, l'île de Diego Garcia. "Ils savaient que nous étions inséparables de nos animaux domestiques", dit Lisette, "quand les soldats américains sont arrivés pour construire la base, ils firent reculer leurs gros camions jusqu'aux baraques de briques dont nous nous servions pour préparer les noix de cocos; des centaines de nos chiens avaient été emprisonnés dedans. Ils les ont gazé avec des raccords fait à leur pots d'échappement. On pouvait les entendre hurler."

Lisette, sa famille et des centaines d'insulaires furent mis de force sur un vieux bateau à vapeur rouillé à destination de l'île Maurice, distante de 4 000 km. Ils devaient dormir dans les cales contenant du fertilisant: de la merde d'oiseaux. La météo était dure, tout le monde était malade; deux femmes firent des fausses-couches. Larguée sur les quais de Port Louis, les deux plus jeunes enfants de Lisette Jollice et Régis, moururent à une semaine d'intervalle. "Ils sont morts de tristesse", dit-elle. "Ils avaient tout entendu et ont vu l'horreur du gazage de nos chiens. Ils savaient qu'ils quittaient leur maison pour toujours. Le médecin de Maurice nous a dit qu'il ne pouvait pas guérir la tristesse."

Cet acte fut fait dans le plus grand des secrets. Dans un document d'archive officiel, sous le titre de "Maintenir la fiction", le conseiller juridique du ministère des affaires étrangères exorte ses collègues

- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste,
- Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web



de camoufler leurs actions en "reclassifiant" la population comme étant une population "flottante, nomade" et de "refaire les règles au fur et à mesure". L'article 7 des statuts du TPI dit que "la déportation ou le transfert forcé de populations" est un crime contre l'humanité. Que la Grande-Bretagne ait commis un tel crime en échange d'une ristourne de 14 millions de dollars sur un sous-marin nucléaire américain Polaris, n'était pas dans l'agenda d'un groupe de correspondants de la "défense" qui furent envoyés aux îles Chagos par le ministère de la défense lorsque les travaux de la base américaine furent terminés. "Il n'y a rien dans nos dossiers", dit un officiel du ministère, "à propos des habitants ou à propos d'une évacuation."

Aujourd'hui, l'île de Diego Garcia est cruciale à la guerre contre la démocratie menée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les plus gros bombardements qui ont eu lieu en Afghanistan et en Irak ont été lancés de cette base, au delà de laquelle le cimetière et l'église abandonnés par les insulaires se dressent comme des ruines archéologiques. Le jardin en terrasse d'où Lisette souriait à la caméra est maintenant un dépôt pour des bombes anti-bunkers transportées sur leurs lieux de bombardements sur deux continents par des bombardiers B-2 furtifs aux allures de chauve-souris. Une attaque sur l'Irak commencera de là. Comme pour compléter le blason du pouvoir criminel omni-présent, la CIA y a ajouté une prison du style de Guantanamo pour les victimes de son programme de "rendition", appelé "Camp Justice".

Ce qui fut fait au paradis de Lisette a une signification forte et universelle dans la mesure où cela représente la nature violente et sans pitié d'un système entier derrière sa façade démocratique et la mesure de notre propre endoctrination avec ses suppositions messianiques, décrites par Harold Pinter comme "de brillants numéros d'hypnose, spirituels même, qui fonctionnent". Plus longue et plus sanglante que toute guerre depuis 1945, faite avec des armes démoniaques et un gangstérisme déguisé en politique économique, parfois connu sous le nom de mondialisme, la guerre contre la démocratie n'est pas mentionnable dans les cercles de l'élite. Comme l'a écrit Pinter: "Cela ne s'est jamais produit et dans le même temps cela se produisait". En Juillet dernier, l'historien américain William Blum a publié son sommaire mis à jour des statistiques de la politique étrangère américaine. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont:

1. Tenté de renverser plus de 50 gouvernements la plupart d'entr'eux démocratiquement élus.
2. Tenté de supprimer un mouvement populiste ou national dans 20 pays.
3. Interféré éhontement dans des élections démocratiques dans au moins 30 pays.
4. Bombardé les populations de plus de 30 pays.
5. Tenté d'assassiner plus de 50 leaders politiques étrangers.

Au total, les Etats-Unis ont commis une ou plus de ces actions dans 69 pays. Dans la plupart des cas, la Grande-Bretagne a été la complice et la collaboratrice. L'"ennemi" change de nom, de communisme à islamisme, mais le plus souvent c'est la montée de mouvement démocratique indépendant du pouvoir occidental ou une société occupant un territoire stratégiquement utile, jugée aléatoire, comme les îles Chagos.

La véritable échelle de la souffrance, sans parler de celle de la criminalité impliquée, n'est pas connue en occident, malgré la présence des systèmes de communication les plus avancés au monde, nominalement le journalisme le plus libre et l'académie la plus admirée. Que le plus grand nombre de victimes du terrorisme, du terrorisme occidental, soient les musulmans est quelque chose qu'on ne peut pas dire, si cela est seulement su. La mort d'un demi million d'enfants irakiens dans les années 90 suite à l'embargo imposé par la Grande-Bretagne et l'Amérique n'a absolument aucun intérêt. Que le djihadisme extrême, celui qui mena aux attentats du 11 Septembre, fut couvé et développé comme une arme par la politique occidentale ("Opération Cyclone") est une information connue des spécialistes mais autrement complètement supprimée.

Alors que la culture populaire en Grande-Bretagne et en Amérique immerge la seconde guerre mondiale dans un bain éthique pour les vainqueurs, les holocaustes qui émergent de la domination anglo-américaine des régions riches en ressources naturelles sont consignés dans le tiroir de l'oubli. Sous le tyran indonésien Suharto, adoubé "notre homme" par Thatcher, plus d'un million de personnes furent massacrées. Décrit par la CIA comme "le pire massacre de masse de la seconde partie du XXème siècle", les estimations ne prennent même pas en compte le tiers de la population du Timor oriental qui fut affamé ou massacré avec la complicité de l'occident, des avions et des mitrailleuses britanniques.

Ces histoires vraies sont racontées dans des documents déclassifiés et archivés dans les archives publiques, néanmoins elles représentent une dimension entière de la politique et de l'exercice du pouvoir complètement exclu de la vie publique et de la considération du public. Ceci fut réalisé par un régime non-coercitif de contrôle de l'information, depuis le mantra évangélique de la publicité consumériste aux informations de la BBC en passant par les médias sociaux éphémères.

C'est comme si les écrivains faisant fonction de rempart n'étaient plus ou sont sous l'emprise d'un zeitgeist sociopathe, convaincus qu'ils sont trop intelligents pour être dupés. Voyez la ruée des sycophantes en mal de défier Christopher Hitchens (**NdT**: journaliste anglo-américain grand supporteur de la guerre d'Irak), un amoureux de la guerre qui s'est languit d'être autorisé à justifier les crimes du pouvoir prédateur. "Pour presque la première fois depuis deux siècles", écrit Terry Eagleton, "il n'y a pas de poète britannique éminent, de dramaturge ou de romancier, préparés à questionner les fondations même du mode de vie occidental". Plus d'Orwell pour nous dire que nous ne devons pas nécessairement vivre en société totalitaire pour être corrompu par le totalitarisme. Plus de Shelley pour parler pour les pauvres, plus de Blake proférant une vision, plus d'Oscar Wilde pour nous rappeler que "la désobéissance, aux yeux de tous ceux qui ont lu l'histoire, est la vertu originelle de l'Homme."

Et plus de Pinter rageant contre la machine de guerre comme dans *American Football*:

Hallelujah.

Praise the Lord for all good things ... [Rendons grâce à Dieu pour toutes les bonnes choses...]

We blew their balls into shards of dust, [Nous leur avons explosé les couilles en débris de poussière,]

Into shards of fucking dust ... [En débris de putain de poussière...]

En débris de putain de poussière s'en vont toutes les vies détruites là par Barack Obama l'Auguste du changement et de l'espoir de la violence occidentale. Quand un des drones d'Obama élimine une famille complète dans une région tribale lointaine du Pakistan, de Somalie, ou du Yémen, les contrôleurs du jeu américains devant leurs écrans de jeu vidéo, tapent sur leur clavier "insecte écrabouillé" (NdT: "bugsplat" en anglais). Obama aime les drones et a fait des plaisanteries à ce sujet avec les journalistes. Une de ses premières actions comme président des Etats-Unis fut d'ordonner une vague d'attaques de drones Predator sur le Pakistan, qui tua 74 personnes. Il a depuis tué des milliers de personnes, pour la plupart des civils. Les drones Predator tirent des missiles Hellfire "feu de l'enfer" qui vide les poumons des enfants de leur air et laissent des lambeaux de chair humaine sur le terrain.

Rappelez-vous des manchettes de journaux noyées de larmes lorsque la "marque" Obama fut élue: "Monumental, donne la chair de poule", titra le *Guardian*. "Le futur américain", écrivit Simon Schama "est fait de vision, sacré, léger..." Le chroniqueur du *San Francisco Chronicle* y vit "un éclairagiste spirituel qui peut pousser pour une nouvelle façon d'être sur la planète". Au delà de ce radotage, comme l'avait prédit le grand lanceur d'alerte Daniel Ellsberg, un coup d'état militaire se déroulait à Washington et Obama était leur homme. Après avoir séduit le mouvement anti-guerre jusqu'à un silence virtuel, il donna à la classe des officiers militaires corrompue américaine des pouvoirs d'état et d'engagement sans précédent. Ceci inclut la possibilité de guerres en Afrique et des opportunités de provocations contre la Chine, le plus grand créancier de l'Amérique et nouvel "ennemi" d'Asie. Sous le régime Obama, la vieille source de paranoïa officielle, la Russie, a été encerclée par un rideau de missiles ballistiques et l'opposition russe a été infiltrée. Des équipes d'assassins de la CIA et de l'armée ont été déplacées dans 120 pays, les attaques planifiées de longue date sur la Syrie et l'Iran laissent présager d'une guerre mondiale. Israël, le clone américain de la violence et de l'illégalité par proxy vient juste de recevoir son argent de poche annuel de 3 milliards de dollars avec la bénédiction d'Obama pour voler toujours plus de territoires palestiniens.

La réussite la plus "historique" d'Obama a été d'amener la guerre contre la démocratie sur le sol de l'Amérique. Au réveillon du nouvel an, il signa la loi du *National Defense Authorization Act (NDAA)*, une loi qui donne le droit au Pentagone de kidnapper à la fois des étrangers et des citoyens américains, de les détenir de manière indéfinie, de les interroger, de les torturer et même de les tuer. Les victimes n'ont seulement besoin que d'être "associées" avec ceux qui sont en guerre contre les Etats-Unis. Il n'y aura aucune protection légale, aucun procès, aucune représentation légale. Ceci est la première législation qui abolit le *Habeas Corpus* (le droit à une procédure judiciaire légale) et réfute de facto les droits civiques de 1789.

Le 5 Janvier, dans un discours incroyable au Pentagone, Obama a dit que l'armée devra non seulement être prête "à sécuriser territoires et populations" à l'étranger, mais également à se battre "à domicile" et "donner du soutien aux autorités civiles". En d'autres termes, les troupes américaines seront déployées dans les rues des villes des Etats-Unis lorsque les troubles sociaux inévitables se déclancheront.

L'Amérique est aujourd'hui un pays de la pauvreté épidémique et de prisons barbares: la conséquence d'un extrémisme de marché, qui sous Obama, a favorisé le transfert de 14 000 milliards de dollars d'argent public aux entreprises criminelles de Wall Street. Les victimes en sont le plus souvent les jeunes chômeurs, sans abri, incarcérés afro-américains, qui ont été trahis par le premier président noir américain. Le corollaire historique d'un état de guerre perpétuel, ceci n'est pas le fascisme, pas encore du moins, mais cela n'est pas non plus la démocratie dans une forme reconnaissable, indépendamment de la politique placebo qui se déroulera jusqu'à Novembre. La campagne présidentielle, dit le *Washington Post* va "mettre en scène le choc des philosophies enracinées dans des vues différentes de l'économie." Ceci est faux. La tâche qui incombe au journalisme des deux côtés de l'Atlantique est de créer l'illusion d'un choix politique là où il n'y en a aucun.

La même ombre plane sur la Grande-Bretagne et la plupart de l'Europe où la social-démocratie, un article de foi il y a encore deux générations, a capitulé devant les dictateurs des banques centrales. Dans la "grande société" de David Cameron, le vol de 84 milliards de Livres en emplois et en services dépasse même le montant des impôts "légalement" évités par les entreprises pirates. Le blâme demeure non pas avec l'extrême-droite, mais avec une culture politique libérale couarde qui a permis à tout cela de se produire, ce qui, écrivit Hywel Williams juste après les attentats du 11 septembre 2001, "peut devenir en soi une forme de fanatisme de l'auto-satisfaction". Tony Blair est un de ces fanatiques.. Dans sa gestion indifférente des libertés qu'il clame pourtant être chères, la Grande-Bretagne bourgeoise blairienne a créé un état policier avec plus de 3000 lois et actes délictuels nouveaux: plus que pour l'ensemble du siècle précédent. La police croit de manière évidente qu'elle a l'impunité totale de tuer. A la demande de la CIA, des cas juridiques comme celui de Binyam Mohamed, un citoyen britannique innocent, torturé puis emprisonné pour cinq ans à Guantanamo, seront traités dans des cours de justice spéciales et secrètes en Grande-Bretagne afin de "protéger les agences de renseignement", les bourreaux.

L'état invisible a permis au gouvernement de Blair de lutter contre les habitants des îles Chagos alors qu'ils se levaient de désespoir depuis leur exil pour demander justice dans les rues de Port Louis et de Londres. "Seulement quand vous menez une action directe, face à face, et même que vous enfrengez la loi, alors on vous remarque", a dit Lisette. "Et plus vous êtes petit, le plus grand est l'exemple pour

les autres." Une telle réponse éloquentة donne de quoi réfléchir à ceux qui demandent toujours: "Que puis-je faire ?"

J'ai vu pour la dernière fois la fine silhouette de Lisette debout sous une pluie battante, aux côtés de ses camarades devant le parlement. Ce qui me frappa par dessus tout fut le courage endurant de leur résistance. C'est le refus d'abandonner que le pouvoir pourri craint par dessus tout, car il sait que c'est la graine plantée sous la neige.

John Pilger

Le 19 janvier 2012.

Article original en anglais : <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=28753>

Traduction par Résistance 71.

Visitez le site de John Pilger : <http://www.johnpilger.com/>

John Pilger est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de John Pilger publiés par Mondialisation.ca](#)



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeitor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeitor@yahoo.com

© Droits d'auteurs John Pilger, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28796

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009